

Je vois que ma nouvelle collègue de Yukon (M^{me} McLaughlin) au moins, elle, a eu le courage dans son parti de reconnaître que nous avons fait ces efforts-là, mais je dois vous dire qu'ils sont aussi associés à des fonds. Il faut se rappeler que les dernières ententes que nous avons signées au niveau des pluies acides, qui sont aussi des sources de polluants et qui polluent non seulement les forêts comme telles, mais qui polluent aussi nos sources d'eau qui sont la base et l'essence mêmes de la survie sur cette planète . . . Nous avons signé des engagements avec l'entreprise privée, avec le gouvernement du Québec, ce qui a permis de diminuer les pluies acides, et ce de façon très marquée.

[Traduction]

M. Redway: Le député, je le sais est très versé dans le domaine des questions environnementales, monsieur le Président. Bien que ce projet de loi ne porte pas sur les pluies acides, un certain nombre de porte-parole de l'opposition officielle ont déclaré que depuis trois ans, le gouvernement n'a rien fait pour protéger l'environnement, sinon présenter ce seul et unique projet de loi.

Je crois que le député fait partie du comité de la Chambre sur les pluies acides. Il a décrit quelques-unes des mesures que le gouvernement a prises relativement aux pluies acides. Il est parfaitement conscient que le problème des pluies acides est dû à des émissions provenant pour moitié du Canada et pour moitié des États-Unis. Il sait également que le gouvernement actuel est le premier à avoir donné la priorité aux pluies acides dans les discussions entre les États-Unis et le Canada. Sauf erreur, il s'est rendu à Washington il n'y a pas si longtemps pour tenter de convaincre les Américains d'agir dans ce domaine.

Pour la gouverne de la Chambre et surtout des députés de l'opposition qui ne semblent pas être au courant des efforts que le gouvernement a déployés notamment dans le domaine de l'environnement, pourrait-il décrire certaines des mesures prises et les résultats obtenus?

[Français]

M. Ferland: Monsieur le Président, je voulais remercier mon collègue de York-Est (M. Redway) car on a souvent l'impression que les gens qui se préoccupent des problèmes d'environnement sont des gens qui demeurent en milieu rural. Mais mon collègue est en milieu urbain et je dois saluer son intérêt, son très grand intérêt qu'il a toujours démontré au niveau de la qualité de l'environnement. Moi, je trouve cela vraiment fondamental, monsieur le Président, que des députés, justement de régions urbaines, soient, eux aussi, sensibilisés à cette question. Effectivement, je me suis rendu à Washington avec mes collègues du Comité sur les pluies acides, et le but que nous avions visé dans cette visite-là était justement de faire prendre conscience aux législateurs américains qu'ils avaient une responsabilité envers leurs bons voisins du Nord, comme ils se plaisent eux-même à le dire. Et je dois vous dire que nous avons eu des rencontres, dirais-je, très sérieuses. Je pense que les collègues sénateurs et les congressistes américains ont décelé dans nos propos une volonté très ferme de les amener à adopter des politiques semblables à celles que nous avons, nous, adoptées au Canada. Nous leur avons dit très clairement qu'ils n'avaient pas le droit, parce qu'ils étaient nos bons voisins du Sud, de venir détruire chez nous nos lacs, nos rivières, nos forêts, notre

Protection de l'environnement—Loi

faune. Ils n'avaient pas le droit de mettre en péril la santé des Canadiens. Je n'ai pas besoin de rappeler, monsieur le Président, que des rapports ont été déposés au Comité sur les pluies acides, qui démontrent qu'il y a de nombreuses morts annuellement, on parle d'une quinzaine de milles personnes qui annuellement meurent au Canada à cause justement des pluies acides, des gaz, des trous dans l'ozone, et ainsi de suite.

Alors, je vois que mon temps est écoulé, monsieur le Président, et je voudrais remercier mon collègue de ses questions, mes collègues de l'opposition aussi, et j'encourage tous les députés de cette Chambre à adopter très rapidement le projet de loi C-74. C'est un des outils que notre jeunesse au Canada désire avoir pour protéger son devenir.

[Traduction]

Mme McDonald: Monsieur le Président, le projet de loi traitera, bien sûr, des substances toxiques, ou d'un certain nombre d'entre elles en tout cas, et garantira, espérons-le, quand il entrera en vigueur, qu'elles n'entreront pas au Canada et qu'elles ne seront pas fabriquées ici. Nous savons qu'il y a déjà beaucoup de substances toxiques ici, dans les Grands Lacs, au fond des rivières et des lacs et ainsi de suite. Ce projet de loi fait-il quelque chose pour nous débarrasser de l'énorme quantité de substances toxiques déjà accumulée, surtout dans nos rivières et dans nos lacs?

[Français]

M. Ferland: Monsieur le Président, je vois que mon collègue néo-démocrate qui est ici depuis de nombreuses années pose les mêmes questions que son collègue de Montréal ce matin, qui est libéral celui-là.

J'aimerais lui rappeler que c'est la première fois qu'un gouvernement a le courage de déposer un projet de loi. Et il vise des produits toxiques qui sont déjà existants et ceux qui seront produits dans l'avenir. On me demande ce qu'on fait pour ce qui est déjà dans l'eau, ce qui est déjà dans les lits des rivières? Je dois vous dire qu'il y a passablement de scientifiques qui ont des opinions tout à fait différentes, savoir: Est-ce qu'on doit aller dans le lit de la rivière siphonner ou utiliser n'importe quelle technique pour aller chercher les substances qui ont été déposées dans le fond des lits des rivières, ou doit-on tout simplement les laisser là? Je dois vous dire que ce débat n'est pas encore complété et soyez assurés qu'on va continuer et que le gouvernement va continuer à faire les analyses et les études nécessaires afin que nous prenions la bonne décision au bon moment pour aller récupérer les erreurs des années passées.

S'il faut aller récupérer ce qu'il y a dans le fond des rivières, dans le fond des lacs, on le fera, mais encore faut-il savoir si au moment où on ira resasser les sédiments dans le fond de ces rivières-là, on ne multipliera pas par 10, par 20 ou par 30 le degré de pollution et si on n'accéléra pas les problèmes plutôt que d'essayer de leur trouver une solution à long terme.

Alors, je pense que ce projet de loi vise à prévenir ce qui est produit à partir d'aujourd'hui. Mais ce qui s'est fait dans le passé, je pense que nous avons besoin encore d'avoir des analyses beaucoup plus précises afin que l'on soit capable de développer la bonne technologie et le bon moyen. Et soyez assurés qu'à la minute où nous saurons exactement quelle façon est la meilleure pour redonner à l'environnement sa qualité d'antan, ce gouvernement-là n'aura pas besoin de se le